



STADES ET GYMNASES AU SERVICE DE LA **RÉSILIENCE**

Le risque inondation de la Seine et de ses principaux affluents (Marne, Oise, Loing...) représente le principal risque naturel en Île-de-France. Les équipements sportifs franciliens sont particulièrement exposés, mais ils pourraient aussi contribuer à en réduire l'impact sur le territoire.

Ludovic Faytre, référent études risques majeurs/aménagement, L'Institut Paris Region

La question de la vulnérabilité systémique du territoire francilien, et plus particulièrement de l'agglomération parisienne, se pose en cas de nouvelle crue majeure : exposition humaine et économique importante, dysfonctionnements des grands réseaux structurants (électricité, transport, télécommunication, eau potable, assainissement...) et conséquences durables sur le territoire.

PLUSIEURS CENTAINES D'ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

Si l'agglomération parisienne est relativement bien protégée des crues de faible intensité, comme celles ayant touchées l'Île-de-France en 2016 et en 2018, les difficultés significatives engendrées par des débordements se font ressentir pour des crues d'occurrence cinquantennale (type 1924 ou 1955), pouvant potentiellement toucher de très nombreuses installations.

Pour la seule vallée de la Seine, qui concentre plus de 85 % des sites potentiellement exposés en Île-de-France, plusieurs centaines d'équipements sportifs sont recensés dans les zones inondables par une crue majeure (occurrence centennale) :

- des équipements de plein air : près de 450 terrains de grands jeux (football, rugby), plusieurs centaines de terrains de tennis et leurs installations associées (vestiaires, locaux techniques, club house...) sur des terrains communaux ou intégrés au sein de complexes sportifs de grandes dimensions, comme le Parc interdépartemental des sports Paris Val-de-Marne (25 terrains) ou la plaine de jeux de Bagatelle (Paris 16^e) pour les plus importants. L'emprise de ces équipements de plein air en zone inondable totalise près de 550 hectares ;
- plusieurs centaines d'installations couvertes : gymnases, salles multisports, salles spécialisées, localisées dans des complexes sportifs dédiés, mais aussi, pour une part importante d'entre elles, rattachées à des établissements scolaires (collèges et lycées). Ces installations totalisent près de 385 000 m² d'emprise au sol ;

- des équipements sportifs spécifiques : trois patinoires, une trentaine de piscines et de centres aquatiques (90 000 m²) ;
- des infrastructures liées à des sports nautiques (bases d'aviron et de canoë, clubs nautiques...) localisées sur les berges de Seine.

La plupart de ces équipements sont de niveau communal, mais certains relèvent d'un intérêt régional ou national : l'Accor Hotels Arena de Paris, le stade Yves-du-Manoir à Colombes, les hippodromes de Maisons-Laffitte et de ParisLongchamp...

DES ENJEUX SPORTIFS... ET FINANCIERS

L'inondation simultanée de plusieurs centaines d'équipements, ou leur indisponibilité pour de multiples raisons (inaccessibilité des infrastructures, coupure électrique, assainissement, questions organisationnelles...), impacteront directement les pratiques sportives et de loisirs de plusieurs dizaines de milliers de Franciliens, mais aussi les activités rattachées au temps scolaire des écoliers, collégiens ou lycéens.

Les conséquences sur ces infrastructures seront durables : de plusieurs jours à plusieurs semaines, pendant le temps de la crue. Elles seront plus importantes encore, certainement plusieurs mois, pour la remise en activité des équipements directement impactés par la montée des eaux : temps de séchage, dépollution, remise en état ou reconstruction, contrôles réglementaires s'agissant d'Équipement recevant du public (ERP)... Cette situation est aussi de nature à profondément désorganiser toutes les compétitions au niveau des ligues départementales ou régionales, voire nationales, mobilisant chaque week-end des dizaines de milliers de sportifs.

Les enjeux sont également financiers, pour des équipements très majoritairement propriété des collectivités publiques. La plupart d'entre eux, construits avant les années 2000, n'ont pas bénéficié des prescriptions des Plans de prévention des risques inondation (PPRI), qui visent à réduire les dommages et la vulnérabilité des nouvelles constructions en zones inondables.

UNE PLACE À TROUVER DANS L'URBANISME RÉSILIENT

À l'échelle de l'Île-de-France, l'évolution de l'urbanisation s'inscrit, aujourd'hui, essentiellement dans le cadre des processus de densification et de mutation du tissu urbain liés à la recomposition de la zone dense. Une partie non négligeable de l'offre foncière disponible au cœur de l'agglomération parisienne s'inscrit le long de la voie d'eau, en zone inondable, sur les sites historiques du développement industriel. Ce processus de densification est amené à se poursuivre : les enjeux du développement urbain portés par le Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF 2030) et la loi Grand Paris en matière de renforcement du lien urbanisme-transport, de densification, de compacité de la ville vont conduire localement à une forte augmentation des enjeux humains et économiques sur des sites très exposés.

Cet état de fait peut entrer en contradiction avec des objectifs affichés de réduction de la vulnérabilité des territoires franciliens et métropolitains aux inondations. L'aménagement « nouveau » en zone inondable doit donc s'orienter vers des pratiques moins génératrices de risques, à l'échelle globale comme à l'échelle individuelle.

Parallèlement, la densification de l'espace urbain et l'accroissement des populations s'accompagnent localement de besoins nouveaux en équipements, en espaces verts et de loisirs. Les équipements sportifs, qui participent au lien social, à la qualité de vie et à l'attractivité du territoire, prennent ainsi toute leur place au sein des projets urbains.

Dans une approche globale de gestion des risques et d'aménagement à l'échelle d'une commune ou d'une intercommunalité, la vulnérabilité aux inondations s'examine au regard de multiples enjeux : enjeux économiques (coût des dommages aux biens directement exposés, coûts indirects), dysfonctionnements des réseaux structurants et leurs effets systémiques, mais aussi enjeux de gestion de crise (hébergement

provisoire de population résidente, évacuation des équipements et personnes sensibles...). Face à des choix d'urbanisation renouvelée en zone inondable et dans un objectif de plus grande résilience, la question des équipements sportifs soulève certainement moins d'interrogations que pour d'autres types d'usages ou d'occupation du sol : coût de dommages plus faibles que pour la majorité des autres équipements publics (santé, enseignement...), enjeux de gestion de crise très limités, urgence de remise en activité moins prioritaire dans la période post-crise.

Ainsi, au sein de grandes opérations d'aménagement, ces infrastructures pourraient trouver leur place préférentiellement dans les zones d'aléas les plus forts (hauteur d'eau importante, durées de submersion longues), avec un moindre coût pour la société, au même titre que, par exemple, les parcs urbains et les espaces

verts. Cette implantation peut être guidée par une approche multifonctionnelle conjuguant, pour des terrains de grands jeux (football, rugby...), la pra-

LES TERRAINS DE SPORT PEUVENT SERVIR DE ZONES D'EXPANSION DES CRUES

tique sportive avec des objectifs de prévention des inondations, en préservant en zone urbaine dense ces espaces faiblement urbanisés comme zones d'expansion des crues. Pour les installations couvertes, la multifonctionnalité peut revêtir une dimension de temporalité : accueil des sportifs au quotidien, lieu d'hébergement et de refuge temporaire pour les personnes sinistrées pendant une inondation, site de soutien à la population en période post-crise, chacune de ces fonctions étant anticipée dès la conception du bâtiment.

Ces objectifs de résilience devraient se traduire dans tous les projets urbains en zone inondable : développements économiques, équipements de services publics... et, évidemment, au regard des besoins actuels, dans les opérations de construction de logements. Le Village Olympique, construit sur les berges de Seine (Saint-Ouen et L'Île-Saint-Denis), et qui deviendra un quartier d'habitats à l'échéance des Jeux de Paris 2024, peut constituer le site emblématique de cette ambition. ■